

Les cheminot-es manifestent devant le Parlement européen

Le 25 février, plusieurs milliers de cheminot-es en activité ou retraité-es étaient rassemblé-es devant le Parlement européen. Des délégations syndicales sont venues d'Allemagne, Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Roumanie et Suisse.

En contradiction avec le processus revendicatif unitaire que nous construisons ensemble depuis des mois, **les fédérations CGT et UNSA avaient exclu SUD-Rail** de l'appel à ce rassemblement ; CGT et UNSA avaient privilégié l'unité avec CFDT, FO et CFTC.

Malgré ce sectarisme et le manque d'informations initial sur l'initiative de la fédération des transports de la Confédération Européenne des Syndicats, **SUD-Rail a fait le nécessaire pour être présent, avec bien d'autres syndicats européens**, devant le Parlement européen.

Pour SUD-Rail, face aux dangers du quatrième « paquet ferroviaire », l'unité syndicale est une priorité !

Les parlementaires modifient les projets de la Commission européenne

Plusieurs amendements modifiant de manière substantielle les projets de textes établis par la Commission européenne, ont été adoptés. Ils portent sur des questions essentielles comme les rapports entre Gestionnaire de l'Infrastructure et Entreprises Ferroviaire ou la privatisation du transport de voyageurs.

Mais la casse du service public ferroviaire n'est pas remise en cause

Malgré ces amendements, le fond n'est pas remis en cause ; ce quatrième « paquet ferroviaire », comme les précédents ne vise qu'à organiser la privatisation la plus large possible.



L'objectif est de livrer l'ensemble du secteur ferroviaire aux entreprises privées, afin que quelques unes accumulent les profits pour leurs actionnaires. Ensuite, une partie des entreprises ne survivra pas à la « concurrence », et se formeront alors quelques **monopoles ... privés**.

Les besoins des usagers sont bien loin des préoccupations de tous ces prédateurs du service public.

Quant aux conditions de travail, à la rémunération et aux droits sociaux des cheminot-es, ils sont directement attaqué-es car, pour que les actionnaires s'enrichissent il faudrait que nous, « nous fassions des sacrifices » comme ils disent !

La suite du calendrier européen

- compte tenu des modifications apportées au projet de la Commission,
 - de la nouvelle composition du Parlement européen à compter de fin mai,
 - des pressions exercées par les patrons et les gouvernements,
- ⇒ il est difficile aujourd'hui d'affirmer que les textes adoptés le 25 février serviront de base à la poursuite du travail parlementaire ou s'il sera décidé de reprendre à zéro.

SUD-Rail lutte contre la casse du service public ferroviaire

SUD-Rail fait des propositions dans l'unité avec d'autres syndicats européens

Nous avons **raison de manifester** le 25 février.

Nous proposons à tous le **manifeste européen** élaboré par des syndicats de plusieurs pays.

Nous serons toujours présent-es pour **défendre le service public ferroviaire**.

